

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICA ATLANTIQUE

69 rue Montcalm
17000 La Rochelle

Références : 0007205816/2025-111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement SICA ATLANTIQUE implanté quai Modéré Lombard 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA ATLANTIQUE
- quai Modéré Lombard 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007205816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SICA Atlantique exploite des installations de stockage de céréales au sein du silo vertical

Lombard.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Demande d'action corrective	1 mois
2	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	1 mois
4	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice de mise en œuvre du plan d'opération interne a permis de tester la coordination des services de secours avec l'exploitant. La colonne sèche a pu être mise en eau sans difficulté. Le skid d'azote a été amené sur site dans des délais compatibles avec la gestion du sinistre.

Le Directeur des opérations internes doit être mieux identifié ainsi que les élévateurs dans les étages. Les points d'inertage doivent être accessibles en permanence.

L'analyse du document POI a permis de relever des observations que l'exploitant devra prendre en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. L'exploitant tient à jour ce plan.
Constats : La dernière version du plan d'opération interne a été remise le jour de l'exercice en version papier à l'inspection des installations classées (révision 9 du 6 janvier 2025). Le POI est commun aux silos Lombard, Bertrand et Tonnay Charente. Le POI comporte en annexe 4 une procédure générale feu de cellule puis une fiche réflexe par silo. La fiche réflexe fait état des distances d'effets en cas d'explosion de cellule et de propagation à la galerie sur-cellules. Les distances d'effets liés à une explosion dans un « as de carreaux », aux différentes propagations des explosions, à l'explosion dans les boisseaux, les fosses d'élévateurs, dans les étages de la tour, dans la galerie sous-cellules ... n'apparaissent pas dans le POI. Ces phénomènes ont, pour certains, des distances d'effets allant au-delà des 60m mentionnés dans le POI et lié à l'explosion d'une cellule.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son POI afin de faire apparaître l'ensemble des phénomènes dangereux pouvant se produire sur le site du silo Lombard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclenchement des procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
Constats : Le POI dispose d'un organigramme « cellule POI » définissant notamment selon les fonctions, le titulaire et le suppléant. Seuls les chefs silo des sites de la Rochelle et de Tonnay Charente peuvent être directeur des opérations de secours (DOI). Le directeur technique est DOI suppléant. → Le titulaire de la fonction de chef du poste de commandement (PC) exploitant est le chef d'équipe silo mais son nom et ses coordonnées ne sont pas référencés en page 20 du POI (liste des personnes à contacter en cas d'urgence). Le POI comporte une fiche de poste pour les missions suivantes : DOI, chef PC exploitant, historien cellule de crise et intervenants/opérateurs. → L'intitulé de la fiche n°4 du chapitre 2 (page 19) ne correspond pas à son contenu. Il semble, selon la page 15, que son titre devrait être « incident dépassant les limites du site ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Lors de l'exercice, il a été constaté que la zone de regroupement est correctement signalée sur le site. Celle-ci est située dans les zones d'effets mais constitue un point de rassemblement du personnel avant une évacuation vers une zone plus éloignée comme précisé par le DOI le jour de l'exercice. → Le POI ne comporte pas de plan d'implantation des moyens de secours. La stratégie d'intervention est adaptée : la fiche réflexe du feu de cellule du silo Lombard précise « le skid et les équipes d'intervention seront placés de telle manière à être toujours protégés par une batterie de cellules non impactées ». La procédure « feu de cellule » indique l'existence de quatre appareils respiratoires isolants : deux à La Pallice, deux à Tonnay Charente et quatre chez SISP (cela fait donc 8). → La fiche de fonction des intervenants (page 53) n'indique pas la nécessité de porter des équipements de protection individuelle lors du sauvetage des blessés ou de l'attaque du sinistre. → Le POI ne comporte pas le positionnement des colonnes sèches dans le silo Lombard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : Le POI comporte un schéma d'alerte en présence de personnel et en dehors de la présence du personnel (pages 16 et 17) → Le schéma d'alerte en dehors de la présence du personnel ne mentionne pas l'obligation d'alerter les autorités à l'identique du schéma d'alerte en présence de personnel. Le schéma d'alerte en présence de personnel mentionne l'obligation d'alerter les secours et les autorités et fait référence à l'annexe 8. Cette annexe est le répertoire téléphonique d'urgence listant des dizaines de numéros de téléphone dont les hôpitaux, des avocats, des ambulances ... L'ensemble des contacts doivent-ils être appelés ? Le POI comporte des fiches d'appels type pour le SDIS, le grand port, les autorités regroupées dans la fiche n°7 du chapitre 2. Il semble que ce soit ces numéros qui doivent être appelés en priorité lors d'un déclenchement du POI. → Les schémas d'alerte peuvent utilement faire référence à la fiche n°7 comme devant être utilisée pour alerter les secours et les autorités. La fiche n°7 indique qu'il est nécessaire d'alerter le SDIS, les membres de la cellule de crise, la police, le grand port maritime, ENEDIS, la Préfecture, la Mairie et la DREAL. → Le numéro de téléphone 05.49.38.30.34 de la DREAL ne doit plus être appelé. Le schéma d'alerte en présence de personnel indique la nécessité de déclencher l'alarme et renvoie en page 25 du document. Le déclenchement de la sirène est décrit à partir de la page 26 pour chacun des 3 sites. Les schémas d'alerte mentionnent que « une fois que la cellule de crise est opérationnelle, elle prend l'ascendant sur le POI. Le DOI devient le Responsable Liaison Événements (RLE). → Dans cette configuration, qui assure le rôle de DOI ? Le POI ne comporte pas de fiche mission pour le responsable liaison événements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Interface service externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : Le plan de contrôle des voies d'accès est situé dans la fiche missions du DOI. Les points sensibles extérieurs au site ne sont pas matérialisés. En annexe 13, un diagramme du silo Lombard est disponible. L'annexe 3 comporte une procédure de gestion des eaux pluviales en cas de pollution ou d'accident. La localisation des vannes est indiquée ainsi que le mode opératoire de fermeture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois